Suède : dettes impayées, abus des allocations, liens extrémistes, travail non déclaré… Entrée en vigueur de la loi immigration « bonne conduite » permettant d’expulser les migrants menant une vie « malhonnête » (MàJ)

12/07/2026 à 14h18



12/07/2026

Un nouveau tour de vis pour lutter contre l’immigration en Suède.

Ce texte a l’ambition de durcir la politique migratoire suédoise en supprimant les permis de séjour permanent dans le pays. Dans les faits, les exilés ayant obtenu le statut de réfugié ou la protection subsidiaire en Suède ne peuvent plus prétendre à un titre de séjour pour résidence permanente.

Cette mesure doit également s'appliquer aux personnes venues dans le pays nordique via le mécanisme de réinstallation du Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR). (…)

Le gouvernement de droite, arrivé au pouvoir en 2022, a récemment présenté une série de réformes qu'il tente de faire adopter avant les élections législatives de septembre. La nouvelle obligation de «vie honnête» doit ainsi faciliter le retrait des titres de séjour des migrants.

«Le respect des lois et des règles va de soi, mais il doit également aller de soi que nous fassions de notre mieux pour vivre de manière responsable et ne pas nuire à notre pays», a déclaré le ministre de la Migration, Johan Forssell, lors d'une conférence de presse.

«Si, par exemple, vous ne payez pas vos dettes, si vous ne vous conformez pas aux décisions des autorités suédoises, si vous abusez du système d'allocations, si vous obtenez un permis de séjour suédois par des moyens frauduleux… Alors vous n'avez pas le droit d'être ici», a précisé le ministre suédois. (…)

Le gouvernement propose également que les titres de séjour puissent être révoqués dans d'autres situations, par exemple lorsque des migrants sont considérés comme une menace ou s'il s'avère qu'ils ont menti dans leur demande.

CNEWS

15/06/2026

Le Parlement suédois a adopté lundi 15 juin une loi permettant aux autorités de révoquer les titres de séjour d'immigrés en raison de comportements jugés incompatibles avec le maintien sur le territoire. Le texte vise notamment les dettes

impayées, le travail non déclaré, le non-paiement des impôts, la criminalité ou encore les liens avec des organisations extrémistes.

Cette loi s'inscrit dans un durcissement plus large de la politique migratoire menée par le gouvernement de droite, soutenu par les nationalistes des Démocrates de Suède, à l'approche des élections législatives prévues en septembre. Elle concerne les demandes de permis en cours, mais aussi, de manière rétroactive, des titres de séjour déjà accordés. L'Agence suédoise des migrations sera chargée d'examiner les dossiers, avec possibilité de recours devant un tribunal des migrations.

Le texte a été critiqué par l'opposition et par des organisations de défense des droits humains, qui le jugent arbitraire car il repose sur des comportements qui ne relèvent pas nécessairement d'infractions pénales. « The good behaviour law leaves people in uncertainty about what actions or expressions can be used against them », a déclaré l'organisation Civil Rights Defenders. « It undermines the rule of law and the principle of equality before the law. »

Le gouvernement, arrivé au pouvoir en 2022 sur la promesse de réduire l'immigration et de lutter contre la criminalité, affirme que les personnes qui se comportent mal ou commettent des crimes ne sont pas les bienvenues. « Anyone who doesn't make the effort to do the right thing shouldn't be able to count on staying », avait déclaré en mars le ministre de la Migration, Johan Forssell, lors de la présentation du projet de loi.

Reuters

Lire ou relire :

Suède : la coalition gouvernementale de droite et des Démocrates de Suède envisage d'expulser tout étranger ne respectant pas les « valeurs fondamentales » du pays et subvenant à ses besoins « de manière malhonnête »

Le Parlement européen a validé jeudi 26 mars un net durcissement de la politique migratoire du continent et approuvé le concept de « hubs de retour », des centres pour envoyer des migrants clandestins en dehors de l'UE (MàJ)